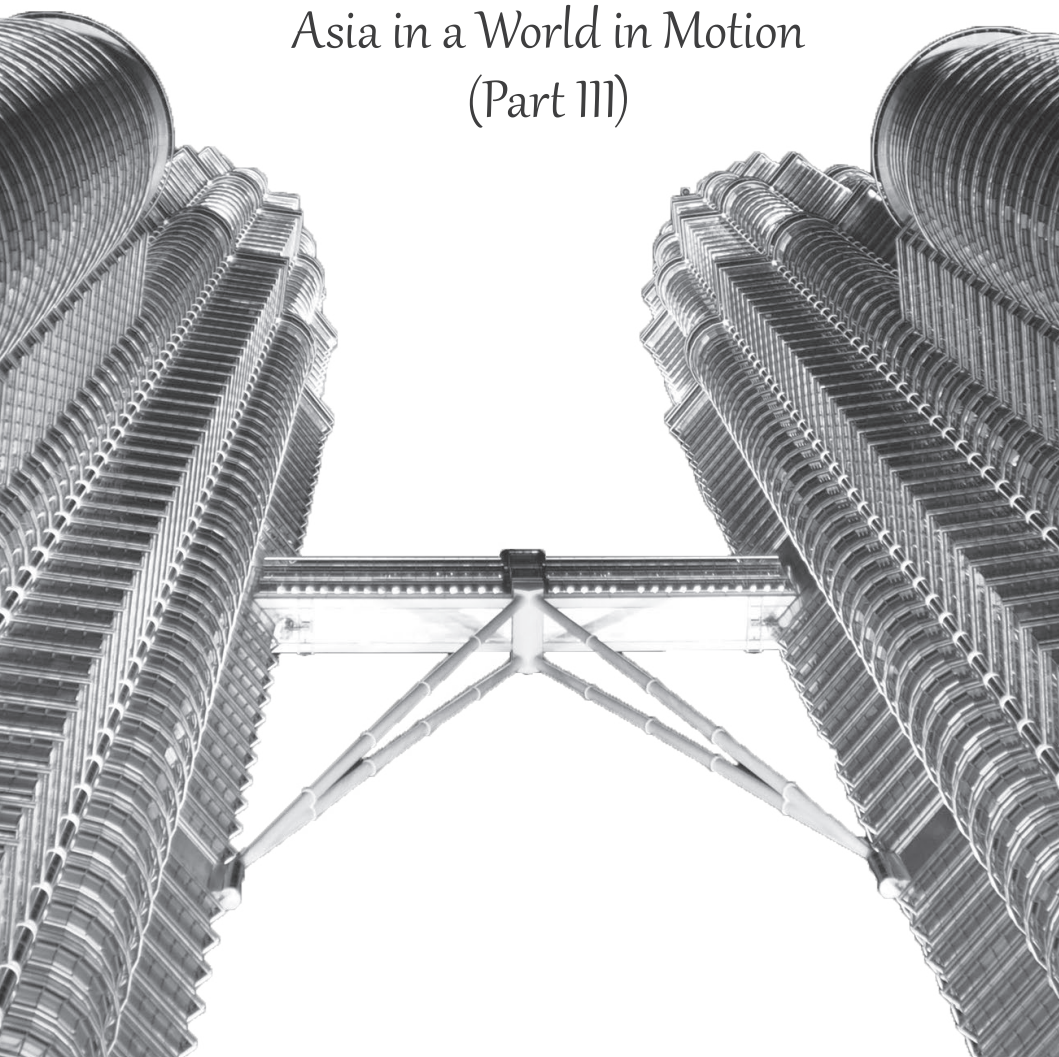




3

Asia in a World in Motion
(Part III)



Les discordes de la democratie tunisienne

Helé Béji

Des amis étrangers me disent qu'ils ne comprennent plus rien à ce qui se passe en Tunisie. Moi non plus. La révolution tunisienne a commencé dans l'euphorie, elle s'abîme dans l'épouvante. Si je devais retenir une seule image de l'état où nous nous trouvons, c'est celle de ces militaires se tenant la tête dans les mains, au spectacle de leurs camarades suppliciés morts dans une embuscade terroriste. Nous nous croyions un des peuples les plus civilisés de la terre, voici que nous avons sombré dans un climat de haine, de division, et d'intolérance que nous n'avions jamais connu, même durant les pires heures de la colonisation. Depuis l'assassinat de Chokri Belaïd, libre penseur et pourfendeur de l'islamisme, le 6 février, puis de Mohamed Brahmi, député adversaire d'Ennahdha, suivi presque aussi-

Hèlé Béji

tôt de la tuerie sauvage de huit militaires au mont Chaâmbi, la révolution tunisienne est entrée dans un scénario de film noir où des serial killers imprenables ont défiguré son visage humain.¹

Elles sont loin, les longues files d'attente paisibles des élections du 23 octobre 2011. Alors les Tunisiens, barbus ou pas, se côtoyaient courtoisement, comme pour une promenade de famille, réconciliés dans l'amour de la liberté, de la dignité, d'autrui. Les droits de l'homme s'égayaient dans une tenue bariolée où on se saluait et se souriait. C'était dans une autre vie. Cette fête démocratique, on a dû la rêver. A la place, un cauchemar de violence où la religion, qui rapprochait les Tunisiens dans des coutumes dénuées de sévérité et de puritanisme, tempérées par un épicurisme méditerranéen qui rend ce pays si cher non seulement aux siens, mais aux étrangers, les a transformés en ennemis irréductibles, pire, en une machine d'autodestruction qui engloutira jusqu'au souvenir qu'il eût existé, un jour, un climat de lumière et de beauté sur ces rives aux miracles antiques.

76

Le sentiment d'avoir toujours été une "exception culturelle" n'aura alors été qu'une illusion narcissique. La vanité de se croire différents, ouverts, civilisés, tolérants est cruellement démentie par une "transition démocratique"

1. Une conférence de presse du ministre tunisien de l'Intérieur, M. Ben Jeddou, le 28 août, a donné des informations capitales sur l'identité et la capture de certains des terroristes et leur organisation, Ansar El Charia (<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20130828.REU1140/ansar-al-charia-prevoyait-une-campagne-d-assassinats-dit-tunis.html?xtor=RSS-138>).

qui a permis le meurtre de démocrates lettrés, dont l'honneur et la gloire sont de n'avoir jamais cherché à toucher un seul cheveu d'islamiste, et d'avoir utilisé comme seule arme celle de leur art oratoire. Les mots de "transition", de "processus", de "compromis" démocratique ont pris une tonalité de malédiction, sur fond de ruine économique, de détresse sociale, de délabrement urbain, de misère rurale, de désert touristique, d'inflation politicienne, de fureurs cléricales, de menaces criminogènes suivis de passages à l'acte monstrueux. Les promesses du compromis entre laïcs et religieux sous l'égide de la Troïka² se consomment sous les cendres de la discorde. L'ascension vers la démocratie est devenue une descente aux enfers.

Depuis le 25 juillet, date de l'assassinat de Mohamed Brahmi, député de la Constituante, la rue a dit non à cette fatalité. Pour ne pas que la révolution s'abîme dans la terreur, une armée de paix a recommencé sa marche monumentale dans les rues. Un "Dégage" immense a résonné de nouveau dans la foule en délire. De nouveau, des kilomètres d'étoffe écarlate ondulent sur des grappes humaines, virevoltant sur les fronts, les épaules, les podiums. La rue a chanté et vibré en chœur, elle a révélé la puissance de résistance des femmes, rapproché des courants antagonistes, mêlé les ouvriers et les patrons, les chômeurs et les privilégiés, les progressistes et les conservateurs, elle a crié au nom de la laïcité et prié au nom de la Zitouna. L'union des forces d'opposi-

77

2. Les trois partis qui gouvernent ensemble depuis le 23 octobre 2011, Ennahdha, Congrès pour la République, Ettakatol.

tion qui, jusque-là, était gravement divisées, a cru retrouver dans cette mobilisation le souffle de la révolution qui avait séduit le monde par ses élans fraternels “Musulmans, juifs, chrétiens, on est tous tunisiens!”. Mais le drapeau national, flamme vivace du 14 janvier, brûle aujourd’hui d’accents tragiques. La rue avait brisé les fatalités de la servitude; aujourd’hui, elle dénonce les crimes de la liberté.

78 La rue a caressé l’espoir précoce d’une insurrection générale qui croyait annoncer la chute imminente d’Ennahdha. Nous serions en train de vivre une seconde révolution! Le premier acte, le 14 janvier 2011, avait consacré la victoire sur la dictature passée; le second acte, le 25 juillet 2013, tuera la formation d’une dictature future plus dangereuse que la première. Mais ce que la rue avait réussi en 2011, en chassant comme par magie un pouvoir chancelant et vieillissant, ne sera pas suivi de la même divine surprise contre Ennahdha. L’incroyable rapidité avec laquelle l’ancien régime avait lâché face à la rue en 2011 a donné l’illusion que la Tunisie était passée, en quelques semaines, de la dictature à la démocratie. Mais aujourd’hui, la ténacité d’un parti endurci par des années de lutte et de persécution ne se laissera pas arracher un avantage politique né d’un suffrage qui, pour la première fois dans son histoire, lui donne le mérite d’avoir réussi son baptême démocratique en remportant haut la main les élections du 23 octobre, donnant de l’islam tunisien un visage séculier capable de soumettre le parti de Dieu à la souveraineté populaire. Forte d’avoir retiré la Charia de la Constitution, d’avoir entériné le code du statut personnel de Bourguiba, d’avoir gouverné avec des

laïcs et des indépendants, de prôner par la bouche de son leader la réconciliation avec les destouriens et les bourguibiens, de gouverner sous l'hostilité des médias et les quolibets des réseaux sociaux, face à une opinion en rébellion chronique depuis le 14 janvier, Ennahdha acceptera-t-elle que ce "jihad" démocratique soit tenu pour rien, accusant ses adversaires de recourir à la "sédition" pour obtenir par la rue ce qu'ils sont "incapables" d'obtenir par le jeu normal des institutions et des élections?

En 2011, ce n'était pas la rue qui avait permis le bon déroulement des élections, c'était son prolongement dans une concorde politique fondée sur l'adhésion au processus électoral, où les institutions de l'ancien régime, bien que caduques et "illégitimes" du point de vue révolutionnaire, avaient joué un rôle majeur. Aujourd'hui, quels que soient les déficits de la Constituante, elle est une institution ayant sédimenté un temps d'histoire, le seul cadre juridique où les antagonismes peuvent surmonter leurs guerres par des moyens intellectuels et civils. Certes, on peut rappeler que le choix d'une Constituante, en 2011, sous la pression de la rue qui avait exigé l'abolition de la Constitution de 1959, nous a jetés dans un péril aventureux dont on subit aujourd'hui les graves dommages. Toute la crise actuelle tient dans la folle illusion d'avoir voulu se débarrasser d'un texte fondamental, avec l'illusion d'en écrire un meilleur sur la page blanche du songe révolutionnaire. Il ne fallait pas être grand devin alors pour s'apercevoir que le compromis subtil de la Constitution de 1959, entre un Etat civil et un héritage religieux, conçu sous la poigne d'un génie

lucide, Bourguiba, pourrait devenir impraticable dans une assemblée élue agitée de courants incompatibles. C'est hélas ce qui s'est passé. Mais maintenant, cette assemblée est là, et cahin-caha, les constituants ont fait mûrir le brouillon de leurs passions contraires; il ne faut pas recommencer le scénario de la table rase. Si le consensus ne se fait pas dans l'assemblée, il ne se fera jamais. On peut se haïr en se côtoyant sur les bancs, s'interpeller, se critiquer, mais dans cette friction même, on tisse des liens, épineux, mais soumis à cette lime morale qui, en polissant le langage, la tournure des mots, en rédigeant des énoncés où chacun veut imposer sa vue, finit par forger une syntaxe des droits et des devoirs qui ne sera la priorité de personne, parce qu'elle sera le bien de tous. Aujourd'hui, quelles que soient les dérives de la Constituante, sa dissolution rallumerait des discordes cataclysmiques.

Toute la bataille constitutionnelle réside dans l'antagonisme profond à propos de la loi, et de la nature civile de l'Etat. D'une manière générale, la majorité des Tunisiens sont restés imperméables aux fanatismes des drapeaux noirs et du droit coranique, et se sont montrés plus prompts à défendre le drapeau rouge et blanc de la nation républicaine. Mais il n'en reste pas moins que le 23 octobre, ils n'avaient pas obtenu la majorité électorale à l'assemblée. Il ne sert à rien de dire qu'ils l'ont dans la rue, car il faut aussi prouver, par le décompte des urnes, qu'ils l'obtiendront de manière formelle aux prochaines échéances. C'est tout le défi. Tant qu'ils ne possèdent pas cette majorité électorale effective, ils ne peuvent pas convaincre leurs adversaires de leur

défaite politique. Ceux-ci ne deviendront la minorité que par de nouvelles élections. Quelles que soient nos convictions, on ne peut demander à la loi de la rue de se substituer du jour au lendemain à la vie institutionnelle, si imparfaite, si frustrante soit-elle. Cela comble peut-être nos désirs, mais cela heurte l'équité démocratique. La lenteur de la Constituante peut aussi être interprétée comme la nécessité de ne pas pouvoir sauter par-dessus les obstacles philosophiques, moraux, historiques liés à la rédaction d'un texte fondamental, dont les retards incombent dès lors à tous.

Mais le souci le plus grave de la Constituante n'est pas d'avoir outrepassé le *deadline* du 23 octobre 2012 pour remettre au peuple son texte final, ni d'avoir abusé de ses prérogatives en délaissant sa mission rédactionnelle et en se transformant en parlement. C'est le scandale d'avoir laissé tuer un représentant du peuple, et donc d'avoir ruiné la souveraineté dont elle était la gardienne. Le fait que les victimes d'assassinats appartenaient tous, sans exception, au camp adverse, montre qu'elle a failli au principe même de l'éthique démocratique, au devoir de protection sacré de la minorité quand on possède la majorité. Ces drames éclaboussent la Troïka d'une réputation désormais associée non seulement à ses erreurs stratégiques, à sa maladresse gouvernementale, à son laxisme sécuritaire, mais à un soupçon persistant de complicité terroriste qui, pour une bonne partie de l'opinion, se trahit par la lenteur de l'enquête et la capture improbable des coupables. Mais est-ce que cela suffit à l'opposition pour exiger sa dissolution, donnant l'impression d'exploiter des meurtres politiques pour pré-

parer un coup de force, dans l'onde de choc provoqué par le renversement des islamistes en Egypte, espérant que cette étincelle rejaillira sur Tunis, comme l'étincelle du 14 janvier avait pris feu en Egypte?

82 Ainsi, la crise qui s'envenime n'est pas le débat des anciens et des modernes, mais celui qui consiste à accepter ou à refuser à Ennahdha le droit d'être un acteur respectable de la vie politique tunisienne, après deux ans d'errements qui l'acculent à une révision déchirante de ses méthodes et de ses ambitions, au regard de la gravité des crimes dont elle est accablée. Mais il faut reconnaître aussi qu'Ennahdha elle-même en sort si affaiblie, la désaffection de ses sympathisants est si forte, sa chute dans les sondages est si brutale, qu'on peut se demander quel mauvais génie l'aurait poussée à s'autodétruire, et anéantir de ses mains un prestige électoral qui a délivré ses militants de leur condition de parias pour celle, inespérée, de notables. Les dénégations des responsables d'Ennahdha, qui se disent les premières victimes de ces crimes odieux, ont accru davantage la peur des citoyens d'être pris dans les mailles d'une machination insaisissable. De quel secret s'enveloppe le mystère opaque qui voile l'origine de ces tragédies?

Après les élections du 23 octobre 2012, le processus démocratique a été vicié par la responsabilité de la Troïka face à la montée de la violence, jetant un doute grave sur les intentions réelles des islamistes d'accepter le principe de reconnaissance pacifique de l'autre. Cette suspicion s'est nourrie de signes multiples, comme l'assaut du *niqab* à l'Université de la Manouba, les appels au meurtre

dans les tribunes et les mosquées, la surenchère contre les “mécréants”, les drapeaux noirs du salafisme ferrailant contre les drapeaux rouges du nationalisme, les invectives contre les artistes, les intellectuels, les journalistes, les milices impénitentes, les revirements relatifs au retrait de la Charia dans la Constitution, la lente constitution d’un clergé politique dans l’administration, etc. Est-ce que les cadres et les disciples d’Ennahdha parviendront à prouver que ce parti n’est pas le cheval de Troie d’une organisation criminelle, mandatée pour détruire l’Etat républicain, sous couvert de gagner le pouvoir par les urnes, à seule fin de le garder par les armes? Qu’il ne veut plus inscrire la loi religieuse dans une Constitution civile, ni former un Etat dans l’Etat pour bloquer l’alternance? Le parti islamiste se défend en disant que sa victoire électorale, depuis le 23 octobre, n’a jamais été acceptée par l’opposition comme un fait démocratique, mais subie comme une usurpation de pouvoir, une trahison de la vraie “tunisianité” dont il réclame pourtant l’appartenance. Mais est-ce qu’il réalise l’impression que font nos plages défigurées par des fantômes noirs, nos rues infestées de croque-morts, nos mosquées vibrant de prêches atroces, nos crèches où déjà on emmaillote le crâne des bébés qui portent en eux le péché originel d’être nées filles? Réalise-t-il que, depuis qu’il gouverne, il a éteint dans le cœur des Tunisiens l’espérance islamiste, accélérant par-là, plus que n’importe quel parti laïc, la disqualification de l’islam politique? Si bien que s’il détient les voix de l’Assemblée, on ne peut plus affirmer qu’il possède les âmes de la Cité.

D'un autre côté, est-ce que l'opposition, dopée par l'espoir d'une seconde révolution, où elle croit consommée la reddition complète d'Ennahdha, saura résister à la tentation de bouter Ennahdha hors de l'Etat, d'accélérer sa fin par un diktat de la rue, donnant l'impression qu'elle veut précipiter l'alternance sans passer par l'examen des urnes, et renverser sa première défaite électorale par des moyens insurrectionnels? Et du reste y parviendra-t-elle? Il faut refuser que la force morale du soulèvement contre des crimes fanatiques (qu'aucun Tunisien ne se résout à confondre avec une foi paisible) ne devienne une obsession manichéenne contre Ennahdha toute entière, augmentée par l'envie précipitée de l'écraser en la prenant de vitesse par la rue. La

84 société civile est loin de détenir, par elle-même, l'art de surmonter les conflits; elle ne peut vaincre son fonds d'incivilité et de violence consubstantielles, la guerre de tous contre tous, qu'en se dotant d'un contrat politique. La rue peut posséder, à un moment donné, la vérité immanente de l'histoire, mais c'est l'institution qui va inscrire cette immanence dans la durée d'une Loi fondamentale cosignée par une raison unanime. Le sentiment de toute-puissance que procure la foule n'est pas assuré de maintenir sa popularité jusqu'au prochain scrutin, de même que l'affaiblissement moral de Ennahdha dans l'opinion ne signifie nullement sa défaite programmée aux futures élections.

La contradiction la plus importante de l'opposition consiste dans une dénonciation globale d'Ennahdha, un procès sans appel qui déshumanise tous ses membres sans distinction. Mais dès l'instant où l'on a accepté qu'Ennahdha

soit en lice pour la compétition du pouvoir, on l'a détachée de facto de sa nature totalitaire. On ne peut à la fois combattre Ennahdha dans une lutte électorale, et la dénoncer en permanence comme un parti d'essence fasciste non autorisé à concourir. Dans cette logique, il faudrait alors réactiver les dispositions du code électoral abolies par la révolution, qui interdisaient la création de partis politiques à fondement religieux. Mais ce serait alors restaurer le monolithisme de l'ancien régime, et une répression dont on connaît les accents de désastre.

Une partie de la conscience populaire s'est forgée une détestation d'Ennahdha aussi forte que celle dont Bourguiba continue d'être la cible dans le courant islamiste. Mais Ennahdha rétorque que, si elle n'a jamais reconnu l'Etat bourguibien, c'est que ce dernier ne l'a jamais reconnue non plus, que ses militants ont été traités non comme ses fils, des Tunisiens comme les autres, pas même comme des humains, mais comme des bêtes, sorties des flancs d'une ogresse après un mariage contre-nature avec un dieu rétrograde contraire à "l'identité" tunisienne. Cette idée selon laquelle Ennahdha n'est qu'une implantation exogène, contraire à la mentalité de la "vraie" Tunisie, tolérante et non-violente, n'a jamais été sérieusement examinée. Mais cette identité tunisienne a-t-elle jamais existé, ou n'est-ce qu'un cliché? La Tunisie progressiste est-elle plus "tunisienne", plus historique, que la Tunisie conservatrice? Les modernistes que les islamistes? En réalité la révolution a mis en lumière que l'exclusion, depuis l'Indépendance, a toujours été au cœur du système politique tunisien. Certes,

la violence politique a pris un tour effrayant parce qu'elle est désormais dans la lumière des médias, mais elle a toujours été agissante, s'exerçant à l'ombre cruelle d'une raison d'Etat qui a réprimé tous ceux, islamistes, gauchistes, communistes, baathistes, et même syndicalistes, qui refusaient le "parti unique", le Destour.

On peut en déduire ici que ce n'est pas la société ou la religion qui sont intolérantes chez nous, c'est le politique. De ce fait, l'islamisme aussi est intolérant, parce qu'il est tombé dans cette "pensée unique" selon laquelle la liberté religieuse, et elle seule, produirait du vertueux en politique. Mais la liberté et la tolérance n'ont jamais été permises par les politiques, et leur long étouffement depuis 86 l'Indépendance, par des méthodes peu conformes à l'humanisme, a provoqué la révolution. Ainsi, c'est le politique qui semble antidémocratique chez le Tunisien, centralisateur, exclusif, répressif. C'est la classe politique, islamiste ou pas, qui supporte mal la différence et la contradiction. Chacun se réclame de la démocratie, mais à condition d'en garder le monopole. La politique tunisienne cultive une intolérance qui n'est pas celle de la société ou de la religion comme telles, mais de l'usage qu'en font ceux qui se mêlent de politique, entrechoc de "pensées uniques", et non de démocrates. Certes, les démocrates d'aujourd'hui, eux-mêmes réprimés jadis, n'ont jamais usé de moyens violents contre leurs adversaires. Heureusement! Ils possèdent une fierté qui leur interdit de commettre de tels forfaits. C'est cette force d'âme qui, si elle ne verse pas dans une intolérance contre "l'altérité" islamique, leur fera gagner les pro-

chaines élections. Mais les propos que j'entends ici et là chez des "démocrates", remontés par la logomachie des réseaux sociaux, trahissent à l'égard de "l'autre" (l'islamiste), des réflexes aussi raciaux que ceux des colons contre les indigènes. Cela peut expliquer qu'Ennahdha, fragilisée par sa mémoire de martyr, croit voir se profiler de futures persécutions et l'angoisse d'une "solution finale" chaque fois qu'elle se heurte chez l'adversaire à une aversion "ethnique" déclarée. On en revient ici à la question du droit d'Ennahdha d'exister, et à la capacité de l'opposition de s'accommoder d'une révolution qui ne ramènera jamais la Tunisie à sa physionomie d'antan. Le bonheur perdu de jadis n'était que l'envers irisé du sombre malheur des autres, sous un appareil de fer.

87

C'est pourquoi, quels que soient notre chagrin et notre colère après les drames sanglants, on ne doit pas se laisser gagner par le récit vengeur d'une excommunication d'Ennahdha, encore moins faire planer, même en pensée, la sinistre utopie d'un radicalisme à l'égyptienne. Tomber dans un procès collectif me paraît une dérive aussi grave que celle qui pousse Ennahdha à déchoir quelques milliers de cadres du RCD³ de leurs droits civiques, afin de se garantir, non pas une majorité politique, mais une suprématie despotique. On comprend ici combien la crise actuelle prend racine dans une très vieille querelle qui n'a jamais trouvé de voix altière capable de surmonter ce rejet viscéral réci-

3. Rassemblement Constitutionnel démocratique, parti de Ben Ali dissout après la révolution.

proque. L'aversion de l'islamisme dans l'héritage destourien fait écho à l'épouvante des islamistes au souvenir de la violence destourienne, synonyme pour eux de persécution, de torture et de bannissement.

Et pourtant, sans l'accommodement douloureux de ces deux Tunisie, le travail démocratique ne fera pas son œuvre de réconciliation. Répondre à l'islamisme par la tentation cyclique de l'éliminer historiquement, et non par le désir de le résoudre politiquement, trahit chez les politiques un vieux travers autoritariste. D'un côté comme de l'autre, c'est la même incapacité à faire de la politique sans s'acharner à se détruire. Les guerres civiles commencent comme ça: l'autre n'est pas un concurrent à réfuter, mais un ennemi à anéantir. La question du "fascisme" d'Ennahdha est si première dans la vision anti-islamiste, que si on devait aller au bout de sa logique, il faudrait désormais interdire purement et simplement l'existence du parti Ennahdha. Historiquement, ça n'a pas marché, et la répression d'Ennahdha a renforcé son emprise. Il n'aura fallu que quelques mois à Ennahdha, après une révolution qui ne pouvait plus exclure aucun citoyen d'une participation à la vie politique, pour affirmer sa force, contre l'illusion de son anéantissement historique. On ne peut ôter aux islamistes le droit de désirer sincèrement une "démocratie musulmane" qui rêve d'un analogue à la "démocratie chrétienne". On ne sait pas si cela est possible, mais on ne peut pas le tenir pour impossible. L'idée selon laquelle la foi n'est pas forcément ennemie de la liberté, et peut se vivre comme une assise morale de la vie publique, n'est pas une idée fanatique en soit. Un

parti moderne qui refuserait à son rival la chance humaine d'évoluer dénote, outre une sècheresse de cœur et d'imagination, une vision arrêtée de sa société aussi éloignée du progrès dont elle se réclame que le fanatique l'est de la tradition qu'il croit défendre et servir. Les leaders politiques ne pourront faire croire au peuple qu'une démocratie tunisienne est possible que s'ils se montrent capables de lui épargner cet affrontement manichéen où le Bien et le Mal se disputent la victoire sous les œillères de chaque camp, d'un côté le Dieu des Lumières et de l'autre celui des Ténèbres.

Dans l'œillère républicaine, la majorité islamiste n'est que l'instrument "légal" de la liquidation de l'Etat républicain, avatar d'un Etat néocolonial. Dans l'œillère islamiste, les républicains sont des "anarchistes" et des "communistes" congénitaux, héritiers de la tyrannie bourguibienne et destourienne, n'ayant pas supporté leur défaite aux dernières élections, et qui mettent en péril le délicat mécanisme parlementaire prêt de toucher son but, prouvant qu'ils ne souhaitent que le retour de la dictature. Les islamistes sont accusés de vouloir détruire les fondements de l'Etat républicain issu de l'Indépendance; les anti-islamistes sont accusés de ruiner le processus institutionnel du nouvel Etat démocratique. On voit bien ici le blocage politique. Si Ennahdha ne parvient pas à vaincre son obsession de revanche sur un diable républicain qui s'appelle Bourguiba, dont le Léviathan n'aurait été conçu que pour écraser l'islam et exterminer ses apôtres, les islamistes; si les anti-Ennahdha enferment l'islamisme dans un machiavélisme démocratique dont la seule fin est d'assujettir la so-

ciété à la pire des dictatures, la théocratie, il n’y aura pas de démocratie en Tunisie. Pire, même pas de paix civile. Tout l’enjeu est de contenir la panique des deux camps en force de tempérance.

90 Mais, si Ennahdha a beaucoup perdu depuis qu’elle gouverne, encore en mal de cet humanisme musulman que j’ai évoqué, si les Tunisiens semblent tétanisés à l’idée d’avoir donné leurs voix à une confrérie “charitable” qui entretiendrait des liens obscurs avec des factieux violents, si le chahut salafiste quotidien et le prêchi-prêcha théologal ont achevé de rendre un peuple pieux allergique à son clergé d’Etat, et sourd à ses péroraisons, il ne faut pas croire que l’opposition politique en sorte elle-même grandie. Non, toute la classe politique aujourd’hui, Troïka et opposition comprises, aux yeux de l’opinion, semble avoir versé dans le chaos de ses appétits impatientes, jugée par le peuple en faillite de générosité morale, incapable de pacifier ses différends, plus prompte à une compétition infantile de boniments et de slogans, un pugilat constitutionnel qui tient de la récréation et non du devoir studieux, qu’à une élévation de pensée capable de mobiliser la flamme des citoyens autour d’un avenir exaltant, brouillé par une cacophonie d’hymnes patriotes et de huées salafistes, dans une confusion de drapeaux rouges et noirs qui croisent le fer jour et nuit.

Chacun retient son souffle: de quel côté va tomber la Tunisie? Va-t-elle, par un sursaut, remonter de cet abîme de défiance, rappeler les vertus de tolérance qui ont présidé à la révolution, apaiser cette discorde tragique par l’intelligence, le sens du compromis, la confiance, et résister

aux notes fatales qui ont déjà commencé à enivrer les militants, sur fond de bruit et de fureur égyptiennes? Est-ce que l'opposition saura être davantage qu'une réaction de défense contre l'islamisme, s'épuisant dans son reflet, sans produire un idéal consistant? Est-ce que les islamistes cesseront d'être dans le déni de leur impopularité, pour transformer leur "légitimité" en loyauté? Est-ce que tous deux résisteront aux trompettes fatales des va-t-en-guerre? Bertrand Russel écrivait, en 1930, que la politique des partis, en démocratie, pouvait détruire la civilisation: il y a eu la seconde guerre mondiale. J'espère que la politique des partis ne détruira pas la Tunisie.

Si la transition démocratique est devenue si haïssable aux yeux des Tunisiens, c'est peut-être parce que la classe politique, en vérité, comporte peu de vrais démocrates. Une sorte d'arrogance intellectuelle et de morgue révolutionnaire a coulé leur discours dans une nouvelle langue de plomb, et a produit cette montée belliqueuse de passions aveugles qui peut conduire à la catastrophe. D'un côté, la haine à l'égard d'un mouvement par essence "fasciste" qui cache sous son sermon patelin la fin des libertés, sa fureur rétrograde inscrite dans ses "gènes"; de l'autre, une haine identique à l'égard d'un parti non moins "fasciste", le Destour, appareil de répression et d'exclusion de l'islam, que des "traîtres" apostats comme Bourguiba, à la solde de la France ou de l'Amérique, avaient voulu anéantir.

Les Tunisiens désespèrent de la politique parce qu'au fond, ils ne s'y reconnaissent pas. Ils n'ont aucun mal, eux, à s'accommoder de leurs divergences. Une universitaire tuni-

sienne rapporte dans un de ses papiers une scène merveilleuse. Dans une foule de badauds agglutinés lors de l'arrestation d'un terroriste en banlieue le 4 août, une jeune femme en short demande à un salafiste de se pousser un peu, "l'homme décide de la porter sur ses épaules pour qu'elle puisse tout voir".⁴ Ce n'est pas une fable. Combien de jeunes filles se promènent dans les rues, bras-dessus bras-dessous, l'une voilée, l'autre pas, dans une inclination naturelle? Aucun des partis aujourd'hui en lice, aucun des députés, aucun des porte-voix médiatiques n'a réussi à traduire dignement cette amitié entre des citoyens. Au contraire, par leur patience, leur sens inné du vivre ensemble, leur solidarité dans les menues tâches ou dans les moments terribles, par leur surdité salutaire face aux anathèmes, leur sourire las face à la polémique, leur sociabilité malgré les haines bellicistes, par leur résistance à la contamination des querelles sur les ondes, leur refus de diaboliser le barbu ou le laïc, l'islamiste ou le communiste, le destourien ou le révolutionnaire, l'homme ou la femme, par leur scepticisme intime face à la violence, ils se réconcilient en silence. Ils poursuivent leur labeur quotidien qui, si minuscule soit-il, soutient chaque jour la marche de l'Etat, de l'administration, des entreprises, des commerces, des fermes, des hôtels, des écoles, des universités, des transports, des festivals. C'est l'énergie inlassable des petites gens et des

92

4. Jamila Ben Mustapha, "Non à la haine réciproque, oui à la coexistence pacifique", *Kapitalis*, 5 août 2013 (<http://www.kapitalis.com/tribune/17511-tunisie-non-a-la-haine-reciproque-oui-a-la-coexistence-pacifique.html>).

grands commis, qui ne s'en laissent pas compter, qui luttent pour leur subsistance, qui tiennent leurs petites boutiques avec le sourire, qui continuent à être serviables, qui, dans l'attaque en règle contre leur joie de vivre, non seulement continuent à vivre, mais arrachent ce sens inné aux discours des "démocrates", des "révolutionnaires", des "islamistes", comme ils le faisaient aux rigueurs du despotisme; qui ont des expressions narquoises à l'égard des religieux comme des autres. Ce sont eux qui fournissent à la stabilité nationale ce que la démagogie politique est en train de leur voler; ce sont eux qui maintiennent à flot cette créativité dont l'abondance invisible est honteusement exploitée par ceux qui gouvernent et ceux qui contre-gouvernent, faisant perdre un temps inestimable aux pauvres, aux malades, aux sans-logis, aux faibles, aux marginaux, aux étudiants, aux analphabètes leur simple rêve humain d'un mieux-être, aux entrepreneurs leur combat pour la prospérité. C'est leur générosité dont la rapacité politique se nourrit, car ce sont eux qui maintiennent debout, sur les ruines d'une Constitution que ses rédacteurs n'ont cessé de défaire et de refaire, les murs fragiles d'une loi morale supérieure à la Constitution, celle de la confiance que l'on se voue dans le travail ou le repos, dans le quartier, dans les loisirs, dans les devoirs que l'on accomplit, quelles que soient les tempêtes. Si la Tunisie tient, c'est par le miracle de cette humanité que l'on croise tous les jours en faisant ses courses, en allant au travail, qui a toujours été trahie par les politiques, mais qui est hermétique aux rages de ceux qui veulent l'entraîner dans leurs égarements.

Cette humanité-là, je n'ai entendu aucun discours qui en traduise l'élan secret. Aucune figure politique ne la représente, aucun discours ne l'exalte, aucun parti ne la défend. C'est la Tunisie non militante, dont l'absence politique est garante de la vraie dignité et de la vraie liberté. C'est la Tunisie non-engagée, celle qui refuse le spectacle de l'engagement des partis, fuyant la cohue politicienne, dans la douce économie de la passion de soi. Elle n'est pas "engagée", et pourtant c'est elle qui parcourt le territoire d'une quantité infinie d'efforts, de dévouements infinis. Elle n'est pas engagée, mais c'est elle que l'on trouve chaque jour fidèle au poste, derrière un guichet, un comptoir, une caisse; à l'hôpital, à l'école, dans le public, dans le privé, dans la protection civile, dans tous les lieux où l'on a besoin de cerveaux et de bras. Partout, elle retrouve ses manches, elle donne un coup de main, elle gagne son pain quotidien. Elle se passe de gouvernement, islamiste ou pas, pour faire marcher les choses. Chaque jour, quoiqu'il arrive, elle sauve discrètement le pays que le cynisme politique s'ingénie à perdre. La troupe des politiciens passe devant elle, avec des gestes désaxés, des bouches furibondes, la terre tremble sous leurs pas; mais elle, par la puissance de son organisme lent et régulier, elle poursuit son œuvre d'apaisement des éléments déchaînés, avec l'assiduité de ceux dont la dignité est simplement de bien faire leur boulot, architectes, ouvriers, médecins, professeurs, employés, femmes de ménage, serveurs, coursiers, hommes d'affaires, chauffeurs, épiciers, etc. Elle ne sait pas grand-chose, mais elle essaye de bien faire ce qu'elle sait. Les po-

liticiens croient qu'ils savent tout, mais ils font très mal ce qu'ils prétendent connaître. A vrai dire, elle n'a même pas besoin d'une Constitution. Celle-ci est déjà écrite dans son cœur, elle l'applique tous les jours. Elle se gouverne elle-même de la meilleure manière qui soit, dans la concorde, le bricolage, la nécessité de fabriquer du miel tiré de fleurs amères, rempart de dignité contre la déchéance de la haine, souffle de la survie individuelle sans laquelle aucun système collectif ne tient. Elle continue d'emmener ses enfants à la plage, à l'école, au manège, et par son apparente indifférence aux choses publiques, par le souci de son bonheur privé, elle protège l'écrin précieux où se cache la perle de la non-violence. Elle continue à cuisiner héroïquement dans la paix des familles tandis que la guerre civile gronde et affame le pays. Sans doute cette Tunisie ne va pas dans les *sit-in*, dans les manifs, encore moins au Parlement, ni au gouvernement, ni dans les partis. Elle n'a pas besoin d'être de la "société civile", qui s'emporte et s'aveugle dans ses passions inciviles, dans ses luttes fratricides. Non, elle est plus, infiniment plus que la société civile, elle est l'humble sanglot de la société civilisée.